



Bulletin "CIPD 94" (Francais)

Conférence internationale sur la population et le développement

Le Caire (Égypte)

5-13 septembre 1994

CIPD 94

Secrétariat de la CIPD

220 E. 42nd St., 22nd floor

New York, NY 10017, États-Unis d'Amérique

Téléphone : (212) 297-5244/5245

Télécopieur : (212) 297-5250

Numéro de téléphone pour les médias : (212) 297-5023/5030 ou 5279

E-mail: ryanw@unfpa.org ou icpd@igc.apc.org

LE NUMÉRO DE AVRIL (NO. 14) DU BULLETIN "CIPD 94"

Dans le présent numéro

- + Le Comité préparatoire aborde la population et le développement dans une optique globale
- + Nouvelles brèves
- + Principes moraux en matière de population
- + Timothy Wirth à propos des femmes et du développement durable
- + Déclaration de Mme Sadik à la conférence de presse
- + Les femmes défendent les droits en matière de procréation
- + Nouvelles des ONG
- + Calendrier des prochaines manifestations

LE COMITE PREPARATOIRE ABORDE LA POPULATION
ET LE DEVELOPPEMENT DANS UNE OPTIQUE GLOBALE

Presque tous les pays sont tombés d'accord sur le fait que la planification familiale doit être l'une des composantes d'une optique plus globale visant à satisfaire les besoins généraux en matière de santé génésique, en particulier ceux des femmes. Cette idée a été reconnue et soulignée par le Comité préparatoire de la Conférence internationale sur la population et le développement, dont la troisième et dernière session s'est terminée à New York le 22 avril.

Cette session capitale qui a duré trois semaines a également conduit à reconnaître que les questions de population doivent faire absolument partie des efforts déployés par les pays et la communauté internationale pour atteindre un développement équitable et durable.

Des délégations venues de plus de 170 pays ont pris part à cette troisième session, à laquelle ont aussi participé environ 1 200 représentants de plus de 500 organisations non gouvernementales, et qui a captivé comme jamais l'attention des médias. L'activité centrale a été la négociation d'un projet détaillé de programme d'action qui doit être finalisé et adopté au Caire en septembre; les délégués ont approuvé environ 85% du libellé final.

Les gouvernements participants ont également decide qu'il etait urgent de donner aux femmes des moyens d'action et d'eliminer toute forme de discrimination a leur egard; qu'il convenait d'integrer les questions de population dans toutes les politiques et tous les programmes de developpement; et qu'il importait de fonder les programmes demographiques sur la satisfaction des besoins des habitants plutot que sur des cibles demographiques chiffres.

La participation des organisations non gouvernementales au Comite preparatoire a ete sans precedent. Le projet de programme demande que les gouvernements et les ONG s'associent pour les interventions en matiere de population et de developpement. Les representants des ONG ont suivi les negociations de tres pres et ont utilise de nombreux dispositifs pour continuer a faire connaitre leurs opinions (bien souvent, les ONG etaient representees dans les delegations nationales); un comite feminin a ete particulierement actif. Le Comite preparatoire a approuve l'accréditation de 937 ONG aupres de la CIPD.

La presence d'un si grand nombre de specialistes et de militants dans les domaines de la population, de la sante genesique, des droits de la femme et de l'environnement a en outre suscite une profusion de tables rondes, d'ateliers et d'echanges spontanés d'information touchant les nombreux themes en negociation.

De son cote, la presse a fait preuve d'un interet inhabituel pour le Comite preparatoire. Apres sa conference de presse du premier jour, Mme Sadik a eu un certain nombre d'entretiens avec des journalistes de la television, de la radio et de la presse, et

son exemple a ete suivi par le Dr. Fred Sai, President du Comite preparatoire, par Jyoti Shankar Singh, Coordonnateur executif de la CIPD et par d'autres personnalites marquantes de la Conference.

Bien que le projet de programme d'action prepare par le secretariat de la Conference ait fait l'objet d'un accord assez general, le consensus ne s'est pas fait sur quelques questions cles. La proposition selon laquelle l'avortement dangereux devrait etre traite comme une grande question de sante publique a en particulier souleve beaucoup de controverses; le Saint-Siege et plusieurs pays se sont opposes a un libelle qui a leur avis pourrait signifier l'acceptation de la legalisation de l'avortement. Nombre d'autres delegations ont approuve l'optique proposee par le projet de document. En l'absence d'accord unanime, les termes "sante genesique", "regulation de la fecondite", "planification familiale" et meme "maternite sans risques" ont ete mis entre crochets, ce qui signifie qu'ils seront discutes ulterieurement au Caire.

Les debats devront aussi se poursuivre sur l'offre eventuelle d'informations sanitaires, de conseils et de services adolescents; sur un ensemble d'objectifs a 20 ans proposes dans le domaine de la sante, l'education et l'offre d'informations et de services de planification familiale; et sur le montant estimatif des ressources necessaires pour offrir des services complets de sante genesique dans le monde entier.

Le Comite preparatoire s'est ouvert a New York le 4 avril par des declarations prononcees par Nafis Sadik, Secreteaire generale de la Conference, ainsi que par de nombreux orateurs appartenant a des

delegations gouvernementales, des institutions intergouvernementales et des organisations intergouvernementales qui ont fait part de leurs espoirs pour la CIPD et ses activités ultérieures. Plus de 100 orateurs se sont exprimés pendant la session plénière d'ouverture qui a duré deux jours et demi.

Mme Sadik, en présentant le projet, a souligné plusieurs grands thèmes qui se retrouvent dans tout le document : l'intégration indispensable des questions de population dans tous les aspects du développement; le caractère central de la personne humaine et la reconnaissance de ses droits, de ses besoins et de ses responsabilités; le souci de la qualité de la vie de toutes les personnes tout au long de leur vie; le choix en connaissance de cause, en particulier touchant la santé génésique et la planification familiale; et l'interdépendance des actions menées à l'échelon local, national et international.

Étant donné le peu de temps disponible, Mme Sadik a demandé instamment aux délégations de chercher surtout à renforcer dans le projet les propositions précises d'action. "La clarté, le réalisme et la facilité de ces interventions garantiront l'utilité durable du document final ainsi que la réussite de la Conférence et des actions ultérieures".

Le projet de document comporte une estimation détaillée des dépenses relatives aux activités proposées en matière de population et de santé génésique, a fait remarquer Mme Sadik. "Chacune de ces estimations s'appuie sur des données extrêmement précises". Il a paru inutile d'estimer les dépenses relatives aux autres activités sociales et économiques car elles ont déjà été mentionnées par Agenda 21 et par d'autres conférences et institutions

internationales. Mme Sadik a ensuite examine les divers chapitres du projet de programme.

Outre Mme Sadik, le Dr. Fred Sai, President du Comite preparatoire, et Jean-Claude Milleron, Secretaire general adjoint a l'information economique et sociale et a l'analyse des politiques a l'ONU, ont prononce une allocution liminaire.

Dans les discours prononces pendant les deux jours et demi qui ont suivi, un grand nombre de delegations nationales, d'ONG et d'institutions internationales ont expose leur opinion sur le projet de programme d'action et sur les principaux themes qui seront traites au Caire. Certaines delegations parlaient au nom de plusieurs pays. L'Algerie, par exemple, au nom du Groupe des 77 et de la Chine, a demande que l'on insiste davantage sur la lutte contre la pauvrete, theme qui a ete repris par un certain nombre d'autres pays en developpement. La Grece, au nom de l'Union europeenne, a demande que tout le monde puisse obtenir des services de sante genesique de bonne qualite, notamment des services de planification familiale, et a dit que les politiques demographiques ne doivent etre ni contraignantes ni discriminatoires.

Le Comite s'est ensuite attele immediatement a l'etude du projet de programme d'action. C'est le secretariat de la Conference qui avait etabli ce projet, notamment ses objectifs a 20 ans, les actions proposees et le montant estimatif des besoins financiers, en se fondant sur les travaux gouvernementaux et autres presentes a la deuxieme session du Comite preparatoire, les travaux de plusieurs conferences regionales et sous-regionales, ceux de la quarante-huitieme Assemblee generale de l'ONU, certaines reunions

d'experts et de nombreuses communications écrites.

La plupart des négociations ont eu lieu au sein de deux groupes de travail, présidés respectivement par les Ambassadeurs Nicolaas H. Biegan (Pays-Bas) et Lionel Alexander Hurst (Antigua-et-Barbuda). Lors d'un premier examen du projet de programme, les délégations avaient proposé des centaines d'amendements sur le fond ou la forme des 14 chapitres pratiques du projet.

Le secrétariat de la Conférence a ensuite fait la synthèse de ces propositions et révisé la rédaction de chaque chapitre en vue de négociations ultérieures. Celles-ci ont eu lieu surtout au sein des groupes de travail, de façon ouverte et informelle; quelques séances privées ont été organisées pour trouver des compromis sur la rédaction de divers points du document.

Enfin le président de chaque groupe de travail a présenté une version modifiée de chaque chapitre à une réunion plénière de deux jours qui a tenté de dégager un consensus sur les termes restés entre crochets.

Les deux premiers chapitres (preamble et principes) ont été examinés en comité plénier. Répondant à diverses propositions d'amendements, c'est le Président qui les a rédigés. Faute de temps, l'examen et l'approbation du libelle final ont été ajournés jusqu'à la Conférence du Caire; entre-temps, des consultations informelles se poursuivront.

Lors d'une conférence de presse organisée le 25 avril pour résumer les résultats de la réunion du Comité préparatoire, Mme Sadik a déclaré : "Nous avons parlé de donner aux filles une

instruction adéquate et aux femmes de meilleurs soins de santé et de véritables choix". Elle a indiqué que la participation des délégations et des ONG avait permis de renforcer considérablement le chapitre 4 consacré aux moyens d'action des femmes.

Soulignant que la grande majorité des délégués avaient accepté d'aborder les soins de santé génésique comme un tout qui englobe la planification familiale, Mme Sadik a dit que ceux qui suggéraient que les définitions de la santé génésique et de la régulation de la fécondité, adoptées par l'Organisation mondiale de la santé, pourraient inclure "l'avortement sur demande" se trompaient.

"Ni l'Organisation des Nations Unies ni le programme d'action ne propose de légaliser l'avortement", a-t-elle dit. Le programme d'action attire plutôt l'attention du monde sur les conséquences sanitaires de l'avortement clandestin qui provoque chaque année environ 250 000 décès maternels. A son avis, un compromis pourrait être trouvé avant la Conférence du Caire sur la manière de parler de l'avortement, le texte approuvé devant indiquer clairement que la question de la santé génésique doit être abordée dans le contexte des lois et du processus législatif de chaque pays.

"Au Caire, les délégués auront devant eux un document complet et qui fera époque. Les questions de santé génésique féminine et de grossesse chez les adolescentes sont sur la table et devront être traitées", a déclaré Mme Sadik. "En s'attaquant à ces questions et en fixant une ligne de conduite, on devra confronter une réalité que l'on a longtemps refusé de voir". Elle espère que la Conférence du Caire adoptera le projet de programme d'action avec peu de modifications, et pense que le document final "sera comme une

liberation pour les femmes du monde entier et l'un des piliers de la planification sociale et économique au 21ème siècle".

NOUVELLES BREVES

Le 30 mars dernier, une conférence intitulée "Population and Economic Growth: Perspectives from the Global South" a exploré les liens qui existent entre population, croissance économique et développement durable. Cette réunion, à Washington, D.C., était parrainée par le Center for the Study of the Global South qui relève de l'American University, avec l'appui du FNUAP.

Dans un discours liminaire, Mme Nafis Sadik, Secrétaire générale de la CIPD, a déclaré : "Un quart de siècle d'expérience montre que le moyen le plus efficace de modifier la croissance démographique et les autres tendances démographiques consiste à investir dans les personnes. ... Il faut commencer par satisfaire les besoins actuels, en offrant des services modernes, sûrs et efficaces de planification familiale à toute personne qui souhaite éviter la grossesse, c'est-à-dire à environ 120 millions de personnes aujourd'hui".

Les participants, diplomates, représentants d'ONG, professeurs et étudiants, sont tombés d'accord sur 21 recommandations à présenter à la troisième session du Comité préparatoire. Ces recommandations portent notamment sur : la lutte contre la pauvreté; les politiques d'ajustement structurel; les soins de santé, l'éducation et les activités économiques des femmes; la consommation de ressources; et l'accès aux programmes de planification familiale.

*

Des parlementaires venus de 14 pays d'Asie, d'Afrique et de la region Amerique latine/Caraïbes ont decide le 6 avril d'organiser pendant une journee une reunion de parlementaires, qui s'appellera "Forum mondial" et qui aura lieu au Caire pendant la CIPD.

Cette decision, prise au cours d'une reunion au siege du FNUAP a New York, resulte d'une initiative prise par le Forum asiatique des parlementaires sur la population et le developpement. Un comite directeur, comportant un representant de chaque region, preparera la reunion du Caire. Le secretariat du Forum asiatique, base a Tokyo, servira de secretariat au comite directeur.

*

Le Ministere australien de l'immigration a lance pour les eleves du secondaire un concours national de redaction sur la question de la population mondiale et du developpement, en vue de faire mieux connaitre la CIPD et les questions de population. Le lauréat recevra un billet d'avion pour le Caire ou il pourra assister aux reunions publiques de la Conference.

*

Souhaitant apporter leur contribution a la CIPD du point de vue des jeunes, 68 jeunes gens et animateurs de jeunesse venus de 30 pays d'Afrique se sont reunis a Accra (Ghana) du 25 au 29 mars dernier. Le Forum de la jeunesse 94 sur la population et le developpement

durable a adopte la Declaration d'Accra, qui a ete distribuee a la troisieme session du Comite preparatoire. La reunion etait organisee par le Ministere ghaneen de la jeunesse et des sports et par une ONG ghaneenne qui s'appelle Youth for Population Information and Communication.

Dans un discours prononce le 5 avril a la session pleniere d'ouverture du Comite preparatoire, Nelson G. Agemang, president de Youth for Population Information and Communication, a presente des extraits de la declaration. En Afrique, a-t-il fait remarquer, 55% des habitants ont moins de 25 ans. Les jeunes rencontrent des difficultes, par exemple l'evolution des structures familiales, la procreation precoce, l'exode rural, le chomage, l'augmentation des maladies sexuellement transmissibles et en particulier l'infection par le VIH et le SIDA, et l'abus des drogues, et n'ont aucun moyen de participer aux affaires qui touchent leur propre existence.

La Declaration d'Accra appelle la communaute internationale a favoriser activement le bien-etre des jeunes, en particulier ceux qui sont defavorises; et a reconnaitre leurs besoins particuliers en matiere d'aide sociale, d'activites economiques et d'accès aux soins de sante genesique. Elle recommande une action sur le plan juridique et des campagnes educatives en vue d'eliminer les pratiques nocives, par exemple le mariage des enfants et les mutilations genitales feminines, ainsi que des programmes speciaux pour les jeunes hommes, qui soient axes sur les droits des femmes en matiere de procreation, notamment le droit de refuser les avances sexuelles.

PRINCIPES MORAUX EN MATIERE DE POPULATION

"Les droits en matiere de procreation et la sante genesique font partie d'un etat de choses que chaque societe doit viser a realiser pour ses membres". C'est ce qu'ont declare les participants a une table ronde sur la morale, la population et la sante genesique, organisee a New York du 8 au 10 mars dernier.

Trente-six moralistes, theologiens, militants des droits de la femme, specialistes des politiques demographiques, directeurs de programme de planification familiale et defenseurs des droits de l'homme participaient a cette table ronde. Elle avait ete convoquee par le Programme sur les lois et politiques en matiere de developpement que mene le Centre pour la population et la sante familiale de l'Universite Columbia, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Mme Nafis Sadik, Secetaire generale de la CIPD et Directeur executif du FNUAP, a ouvert la reunion. Les debats, qui tournaient autour de cinq propositions, ont ete resumes dans une declaration de principes moraux. On note en particulier les points suivants :

+ Promouvoir la sante genesique et ameliorer les conditions necessaires a sa realisation sont une obligation morale. Les personnes doivent "avoir la possibilite de procreer, de controler leur fecondite et d'avoir des rapports sexuels dans la joie"; elles doivent etre "les sujets plutot que les objets" des programmes de sante genesique.

+ Les avantages et les responsabilites relatifs aux decisions en matiere de procreation doivent etre repartis equitablement. Aucun

groupe ne doit être privé de services; "la satisfaction des groupes les plus vulnérables de la société" doit venir en tête des priorités.

+ Les personnes doivent être traitées avec respect, et l'autonomie des individus doit être respectée. "Les femmes ne doivent pas être traitées comme un moyen en vue de l'objectif d'une population optimale". Les particuliers doivent "avoir plusieurs options et le droit de refuser les méthodes contraceptives ou les procédures médicales dont ils ne veulent pas".

+ Les politiques de santé génésique doivent avoir davantage de conséquences favorables que de conséquences indésirables. Ce n'est pas le cas, par exemple, lorsque l'on criminalise l'avortement et que l'on provoque ainsi des cas de mortalité et morbidité maternelle et d'infécondité qui auraient pu être évités.

+ Les politiques démographiques font intégralement partie du développement social, économique et culturel visant à améliorer la dignité des personnes et la qualité de la vie. "Si l'on privilégie les objectifs démographiques sans s'occuper d'objectifs plus vastes de développement, on tend à masquer l'importance du développement qui est le moyen le plus sûr d'éliminer la pauvreté... Les mesures contraignantes destinées à atteindre des objectifs démographiques doivent être rejetées".

Les participants ont conclu que pour traiter les problèmes de population et de santé génésique en respectant la morale, "les gouvernements doivent concevoir des stratégies qui s'intègrent généralement dans le développement social et économique, améliorer l'éducation et assurer des réformes politiques et juridiques. Comme

les autres bienfaits sociaux, la sante genesique ne peut s'epanouir que dans un climat de respect de la dignite humaine et de protection des droits fondamentaux".

UN RESPONSABLE DU DEPARTEMENT D'ETAT DECRIT LE NOUVEL ENGAGEMENT DES ETATS-UNIS ENVERS LES DROITS DES FEMMES

L'appui au developpement durable, qui englobe les questions de sante genesique, de droits de la femme et de croissance demographique rapide ainsi que les soucis ecologiques, constitue l'un des piliers de la politique etrangere des Etats-Unis apres la fin de la guerre froide, a declare Timothy Wirth, conseiller du Departement d'Etat des Etats-Unis, devant un public des Nations Unies le 30 mars dernier.

"Les moyens d'action des femmes, leurs droits et leur bien-etre" sont determinants pour atteindre les objectifs en matiere de population et de developpement durable, et sont "au premier rang des priorites du gouvernement Clinton", a declare M. Wirth dans une conference parrainee par Earth Pledge Foundation et par Eminent Citizens Committee for Cairo '94.

C'est Nitin Desai, Secretaire general adjoint des Nations Unies, qui a presente M. Wirth. Il a note que la CIPD, en cherchant a assurer l'equilibre entre la population et les ressources, "faisait le pont" entre la Conference des Nations Unies sur l'environnement et le developpement 1992 et le Sommet mondial pour le developpement social 1995.

A propos de l'engagement de son gouvernement envers le développement durable, M. Wirth a dit que "tout un ensemble de tendances nouvelles, complexes et entremêlées est en train de remplacer l'affrontement militaire Est-Ouest et détermine maintenant la sécurité mondiale". Ce sont notamment : la dévastation de l'environnement; "l'accès insuffisant aux soins de santé maternelle, à la contraception et à l'avortement sans risques"; les maladies sexuellement transmissibles et le SIDA; et les violations des droits de l'homme.

"À mon avis", a-t-il dit, "tout cela tourne autour de la spirale que constitue la croissance démographique... La croissance démographique rapide et permanente va étouffer tout espoir de progrès social et économique dans le monde en développement, toute tentative humanitaire". En même temps, a-t-il fait remarquer, la demande des pays riches épuise les réserves en bois et en eau et est responsable du réchauffement de la planète.

"Nous commençons seulement à percevoir la mesure dans laquelle les droits de l'homme, la santé, la protection de l'environnement, le partenariat Nord-Sud, le progrès économique et social, sont tous des facteurs interdépendants et des conditions préalables du développement durable", a-t-il dit.

En particulier, "le développement durable ne peut pas se réaliser en l'absence d'une participation totale des femmes et de leur accès complet au pouvoir de décision", a affirmé M. Wirth. Les obstacles qui s'opposent à ce but sont à son avis l'absence de services de santé primaire et de santé génésique, les taux élevés de mortalité maternelle et infantile, le refus d'assurer

l'instruction feminine, la sous-estimation de ce que les femmes peuvent faire en faveur de l'environnement, et les prejuges a l'egard des femmes dans les milieux politiques et economiques.

Il a enumere plusieurs interventions prioritaires pour Le Caire : "repondre a la demande non satisfaite de services de sante genesique et elargir leur portee"; "investir dans la sagesse des femmes"; insister pour que soient "respectes les droits fondamentaux des femmes"; faire en sorte que "les femmes aient les droits economiques necessaires"; adapter les programmes en matiere de population "aux difficultes exceptionnelles que rencontrent les adolescentes"; persuader les hommes "d'accepter leurs responsabilites en matiere de fecondite"; et faire participer les femmes "a la conception et a l'execution des strategies et programmes de developpement durable".

A l'appui de ce programme d'action, M. Wirth a note que le gouvernement du president Clinton espere fournir en 1995 pres de 600 millions de dollars aux activites en matiere de population.

A la suite de ce discours, Mme Nafis Sadik, Secreteaire generale de la CIPD, s'est felicitee de voir les Etats-Unis reprendre leur preeminence dans le domaine de la population et a predit que l'augmentation de leur engagement financier aurait des repercussions tres importantes chez les autres donateurs.

A la fin de la reunion, Theodore W. Kheel, president d'Eminent Citizens Committee, a lu une lettre de M. Wirth parlant de sa derniere visite au Caire. Cette lettre souligne "l'importance que les Etats-Unis accordent a l'heureux deroulement de la Conference

dans la ville du Caire". Elle felicite le Gouvernement egyptien des preparatifs de la CIPD et indique que "les dispositifs de securite sont coordonnes avec soin sous la responsabilite d'un energique Ministere de l'interieur".

DECLARATION DE MME SADIK A LA CONFERENCE DE PRESSE DU COMITE
PREPARATOIRE

Mme Nafis Sadik, Secetaire generale de la CIPD, a prononce l'allocution suivante au debut de sa conference de presse qui a eu lieu au siege de l'ONU le 4 avril, jour d'ouverture de la troisieme session du Comite preparatoire de la Conference.

Le Comite preparatoire de la CIPD va tenir sa troisieme et derniere reunion pendant les trois prochaines semaines. Cette reunion constitue l'apogee de trois annees completes de conferences regionales, d'activites nationales, de reunions de groupes d'experts, de tables rondes sur toutes sortes de sujets connexes et du travail acharne des gouvernements et des ONG du monde entier.

Nous nous reunissons a un moment ou, a cause de la croissance sans precedent des effectifs humains et a cause du gaspillage, une bonne partie des ressources de base dont les generations futures seront tributaires pour leur survie sont en train de s'epuiser, a un moment ou la pollution de l'environnement s'intensifie pendant que persistent la misere et les inegalites sociales et economiques.

Toutefois, c'est aussi une periode pendant laquelle tout le monde s'accorde sur l'importance des questions de population et sur

la necessite de mettre l'individu et le choix individuel au centre des preoccupations puisque c'est le seul moyen d'arriver a un equilibre entre la population et les ressources.

Un consensus international s'est maintenant degage pour investir dans les personnes, en particulier dans les femmes, et pour les laisser choisir le nombre de leurs enfants en leur offrant des programmes de planification familiale de bonne qualite. Cela permettra d'eliminer chaque annee des centaines de milliers de deces maternels. En meme temps, cela ralentira la croissance demographique qui empeche nombre de pays en developpement d'assurer la nourriture, le logement, l'emploi, l'education et la sante d'une population proliferante.

Les efforts deployes par les nations et la communaute internationale ont deja eu d'excellents resultats. Les taux moyens de fecondite des pays en developpement, ou se produit la presque totalite de la croissance demographique, ont decline, passant de 6 ou 7 enfants dans les annees 60 a 3 ou 4 aujourd'hui. Actuellement, dans les pays en developpement, environ 55% des couples et des particuliers utilisent une methode de planification familiale, ce qui represente une multiplication par cinq par rapport a 1965.

Toutefois, il reste beaucoup a faire. La population mondiale atteint 5,7 milliards d'habitants. Elle en aura en l'an 2015 soit 7,27 milliards, soit 7,92 milliards, selon ce que nous allons faire pendant les deux prochaines decennies. C'est une difference de 660 millions de personnes, soit presque l'equivalent de la population actuelle de l'Afrique.

Le Comité préparatoire va étudier un projet de programme d'action qui contient un ensemble d'objectifs à 20 ans touchant la réduction de la mortalité, les informations et les services de planification familiale qui doivent être offerts à tous et faciles d'accès, et au moins une éducation primaire complète en particulier pour les filles. Si nous sommes optimistes quant aux réalisations possibles au cours des 20 prochaines années, c'est que nombre de pays ont réussi à élargir l'accès aux soins de santé génésique, à abaisser les taux de mortalité, à fournir des informations et des services de planification familiale et à élever les niveaux d'instruction et de revenu, y compris chez les femmes.

Cependant, tout l'éventail des méthodes modernes de planification familiale est encore refusé à au moins 350 millions de couples. Les enquêtes indiquent qu'environ 120 millions de femmes supplémentaires utiliseraient une méthode moderne de planification familiale si les informations et les services en la matière étaient plus faciles à obtenir.

Dans le monde entier, même dans les sociétés qui favorisent les familles nombreuses, les femmes souhaitent moins d'enfants. Elles veulent des soins de santé génésique de bonne qualité comportant non seulement des informations et des services de planification familiale, mais aussi des soins prénatals et post-natals, la prévention des maladies sexuellement transmissibles et du SIDA et le traitement des complications dans des établissements spécialisés. Satisfaire la demande de planification familiale et offrir des soins de santé génésique de bonne qualité font partie des objectifs à 20 ans.

Étant donné ce qui est en jeu, les dépenses relatives aux

activites proposees en matiere de population sont raisonnables, se montant a environ 13 milliards de dollars par an en l'an 2000. Nous estimons que les donateurs internationaux devraient fournir environ un tiers de cette somme, soit 4,4 milliards de dollars chaque annee d'ici l'an 2000, c'est-a-dire a peu pres quatre fois plus qu'actuellement. Les pays en developpement eux-memes continueraient a financer la plus grande partie des programmes de planification familiale (75% en 1990). Le programme d'action reclame un systeme energique de suivi et de controle des objectifs afin de rester sur la bonne voie.

Les contributions que viennent d'annoncer le Japon et les Etats-Unis me donnent bon espoir. Le Japon s'est engage a verser un milliard de dollars etale sur sept ans. Les Etats-Unis, qui promettent de contribuer environ 585 millions de dollars en 1995, ont dit qu'ils tenteraient de porter leur engagement a 1,2 milliards de dollars par an d'ici l'an 2000 et qu'ils vont faire campagne pour persuader d'autres donateurs d'augmenter leur contribution. J'espere que la Conference du Caire sera pour d'autres donateurs l'occasion de suivre l'exemple du Japon et des Etats-Unis.

NOUVELLES DES ONG

Comment faire en sorte que les questions demographiques soient couvertes par les medias : c'etait le grand theme d'un atelier national de trois jours organise en fevrier a New Delhi par Women's Feature Service. Il rassemblait environ 22 journalistes et autres

personnes.

"Les medias, lorsqu'ils traitent de la question de la population, centrent l'attention sur les perspectives differentes du Nord et du Sud", a dit Anita Anand, directrice de Women's Feature Service. "Malheureusement, les questions de fond n'ont jamais recu l'attention et la place qu'elles meritent".

Pour faire mieux comprendre ces questions aux participants, un certain nombre de personnalites medicales et de specialistes du developpement ont fait des exposes sur l'orientation des clients en matiere de planification familiale et sur les services de sante, l'avortement, le SIDA, les maladies sexuellement transmissibles, les migrations, les technologies de sante genesique et la population; tout cela vu sous l'angle de la sante feminine.

*

Souhaitant faire participer totalement les ONG turques a la CIPD, l'Association turque de planification familiale a rassemble en fevrier dernier 11 personnes representant des ONG et le gouvernement pour parler du rapport national de la Turquie a la CIPD et presenter des recommandations touchant le programme d'action de la Conference. Les participants ont decide de continuer a travailler ensemble, constituant un comite permanent d'ONG qui s'occupera des preparatifs de la CIDP et des activites complementaires.

*

monde), ONG installée à Paris, prévoit de publier au Caire, pendant la CIPD, un quotidien en français qui s'appellera Vivre autrement. Ce journal servira aux ONG du Sud de tribune où elles pourront échanger des informations. Enda Third World a publié des journaux semblables pendant le Sommet Planète Terre 1992 et la Conférence mondiale sur les droits de l'homme qui a eu lieu l'année dernière.

LES ONG DÉFENDENT LES DROITS EN MATIÈRE DE PROCRÉATION

Condamnant avec vigueur "tout ce qui menace la santé et les droits des femmes en matière de procréation", 10 femmes représentant un groupe divers d'ONG internationales ont organisé le 6 avril une conférence de presse coïncidant avec la troisième session du Comité préparatoire. Dans plusieurs déclarations émouvantes et parfois très personnelles, ces femmes ont décrit leur lutte contre "le fondamentalisme religieux" sous diverses formes ainsi que d'autres obstacles s'opposant à leur liberté d'action en matière de procréation. Ce qui était en jeu, ont précisé plusieurs d'entre elles, ce n'était pas la religion mais le pouvoir politique.

"Nous nous inquiétons vivement des tentatives faites actuellement pour diluer [dans le projet de programme d'action de la CIPD] les références à la contraception, à la stérilisation et à l'avortement, et pour miner les droits de la femme tant en sa qualité d'individu que de membre et chef d'un ménage", lit-on dans une déclaration signée par toutes les participantes. Cette déclaration a été publiée le lendemain du jour où le représentant

de l'Eglise catholique romaine avait critique le projet de programme pour son manque de "vision morale coherente".

La premiere oratrice a ete le Dr. Pamela Maraldo, presidente de la Planned Parenthood Federation of America. Elle a declare que les femmes n'etant pas maitresses de leur vie sont enchainees a une situation subalterne; et qu'il n'y aura pas de progres dans le monde si la condition des femmes ne s'ameliore pas.

Monica Zulficar du Centre pour l'amelioration de la sante feminine au Caire, a fait un expose sur une reunion qui a eu lieu en janvier 1994 a Rio de Janeiro (Bresil) et pendant laquelle 227 femmes venues de 79 pays ont adopte une energique declaration sur les droits en matiere de procreation.

Les femmes du Bangladesh doivent se battre non seulement contre une situation economique lamentable et des restrictions culturelles, mais aussi contre le developpement recent d'un fondamentalisme religieux qui prend les femmes pour cibles, a dit Sandra Kabir, directeur executif de la Coalition pour la sante des femmes au Bangladesh.

Frances Kissling, presidente de Catholics For a Free Choice, a dit que ni les gouvernements ni les religions ne peuvent usurper le droit de chaque femme de juger ce qui lui convient en matiere de procreation. "La culture" ne peut pas justifier la discrimination a l'egard des femmes, a-t-elle souligne.

Sonia Correa, qui representait l'ONG bresilienne IBASE, a dit qu'au Bresil, malgre la separation de l'Eglise et de l'Etat, l'Eglise catholique romaine exerce une forte influence sur les

decisions gouvernementales en matiere de sante genesique.

Au Nigeria, l'une des consequences de l'absence d'informations et de services en matiere de sante genesique est la frequence de la fistule vesico-vaginale, affection invalidante liee a des accouchements trop precoces, a explique Rakiya Sani Ahmed, qui a pris la tete d'une campagne menee a ce sujet dans l'etat de Kano, ou la religion musulmane predomine.

En Roumanie, comme dans d'autres pays d'Europe de l'Est, les femmes prennent l'avortement pour methode contraceptive parce qu'elles manquent d'informations ou de services de planification familiale, a indique Irina Dinca, qui a cree la Fondation jeunes pour la jeunesse, laquelle assure l'education sexuelle des adolescentes. Elle a mentionne des avortements chez des filles qui ont a peine 14 ans.

Maria Consuelo Mejia, qui representait le groupe mexicain d'information sur les choix en matiere de procreation, a lance un appel vigoureux au respect de la diversite culturelle et des droits de l'homme. Aucun groupe n'a le droit d'imposer ses points de vue au reste du monde et de monopoliser la morale, a-t-elle dit.

Luz Alvarez Martinez, co-fondatrice et directrice de la National Latina Health Organization aux Etats-Unis, a parle de ses reactions lorsque, apres qu'elle ait accouche de jumeaux, le pretre catholique de sa paroisse lui a dit qu'elle ne devrait pas pratiquer la planification familiale.

Enfin, Margaret Thuo, directrice de programmes a l'Association

kenyenne de planification familiale, a dit que personne n'avait le droit d'obliger les femmes a avoir ou a ne pas avoir d'enfants, de dire aux femmes quelle methode de planification familiale elles devaient utiliser ou de leur refuser des informations sur les choix possibles.

CALENDRIER DES PROCHAINES MANIFESTATIONS, 1994

Juillet

Siege de l'ONU, New York

Session de fond du Conseil economique et social de l'ONU

3-4 septembre

le Caire (Egypte)

Consultations intergouvernementales prealables a la Conference

5-13 septembre

le Caire (Egypte)

Conference internationale sur la population et le developpement,
1994

Mi-septembre-mi-decembre

Siege de l'ONU, New York

49eme session de l'Assemblee generale des Nations Unies. Examen du rapport de la Conference internationale sur la population et le developpement.

* *** *

For further information, please contact: popin@undp.org
POPIN Gopher site: <gopher://gopher.undp.org/11/ungophers/popin>
POPIN WWW site: <http://www.undp.org/popin>